

RAPPORT FINANCIER 2024 BLS SA



Explication du rapport de l'exercice

En publiant le présent rapport, le conseil d'administration de BLS rend compte des événements de l'année 2024 au sein du groupe BLS. Le groupe comprend la société BLS SA et les participations que BLS SA contrôle directement ou indirectement.

Le présent rapport financier fait partie du rapport de gestion. Les comptes annuels de la filiale BLS Netz AG sont consultables dans un rapport financier séparé. Tous les documents sont téléchargeables sur rapport-annuel.bls.ch pour consultation.

Le rapport de gestion et le rapport financier de la BLS SA sont disponibles en allemand et en français. Note: la version allemande fait foi.

Sommaire

Rapport annuel du groupe	3
Comptes annuels consolidés du groupe BLS	11
Comptes annuels 2024 de BLS SA	32

Mentions légales

Réalisation et rédaction : BLS SA

Conception/création : Magma Branding, Berne

1 Contexte économique

2024 a été une année record pour le trafic voyageurs ferroviaire en Suisse.

La demande a dépassé le niveau record de 2023. Pour BLS, cela se traduit par une nouvelle hausse des recettes dans le segment Mobilité des voyageurs.

Les recettes élevées issues des transports ont entraîné un résultat positif dans ce segment, dépassant le résultat de l'exercice précédent.

Concernant le trafic marchandises, de nombreux chantiers et interruptions de lignes, la fermeture totale de la Rheintalbahn ainsi que l'affaiblissement conjoncturel ont entraîné un recul du chiffre d'affaires et une moindre exploitation des ressources en 2024. En termes de coûts, la situation de BLS est stable. Sur l'ensemble de 2024, l'inflation tendait légèrement à la baisse ou est restée constante dans la plupart des segments de marché essentiels de BLS. BLS ne rencontre pas de problèmes majeurs de disponibilité ; les conditions d'approvisionnement sur le marché mondial font l'objet d'un suivi permanent.



2 Développement commercial

Le chiffre d'affaires net de l'exercice s'élève à 1'292,7 millions de francs, en hausse de 11,7 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (+0,9%). L'augmentation du chiffre d'affaires est principalement due à la hausse des recettes des transports dans le segment Mobilité des voyageurs. Le bénéfice de l'entreprise (hors participations minoritaires) s'élève à 23,6 millions de francs, soit une augmentation du résultat de 3,1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (+14,9%). Alors que le segment Mobilité des voyageurs (+2,3 millions de francs) et le segment « Autres et éliminations » (+5,8 millions de francs) ont contribué à l'augmentation du résultat, les segments Infrastructure (–1,7 million de francs) et Trafic marchandises (–3,2 millions de francs) ont enregistré des résultats négatifs.

Bénéfice du groupe par segment

en millions de francs

	Chiffre d'affaires 2024	Chiffre d'affaires 2023	Variation	Résultat 2024	Résultat 2023	Variation	Participations minoritaires 2024	Participations minoritaires 2023	Variation	Résultat hors participations minoritaires 2024	Résultat hors participations minoritaires 2023	Variation
Mobilité des voyageurs	646,2	625,4	+3%	25,7	23,4	+10%	–0,1	–0,1	+0%	25,6	23,3	10%
Infrastructure	430,7	439,8	–2%	–10,7	–5,7	–86%	7,1	3,8	+86%	–3,6	–1,9	–88%
Trafic de marchandises	277,1	282,6	–2%	–2,7	1,9	–243%	0,7	–0,7	+201%	–2,0	1,2	–268%
Immobilier	3,6	2,0	+74%	–0,2	0,0	n/a	0,0	0,0	n/a	–0,2	0,0	n/a
Autres et éliminations	–64,9	–68,9	–6%	3,8	–2,0	+293%	0,0	0,0	n/a	3,8	–2,0	+293%
Total BLS	1'292,7	1'281,0	+1%	15,8	17,5	–10%	7,8	3,0	+157%	23,6	20,5	+15%

- Le segment Mobilité des voyageurs a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires sur un an en raison d'une demande toujours soutenue et, par conséquent, une augmentation du produit des transports. Malgré des indemnités plus faibles et des coûts plus élevés, le bénéfice du secteur a légèrement augmenté.
- La baisse du chiffre d'affaires du segment Infrastructure s'explique principalement par celle des indemnités d'amortissement. L'augmentation du produit des transports n'a pas compensé cet effet, raison pour laquelle le segment Infrastructure affiche un résultat inférieur à celui de l'exercice précédent. Tel que convenu avec les commentants, en raison du résultat négatif, les réserves seront réduites dans ce segment.
- Les chantiers, les grèves, les restrictions de capacité suite à l'accident dans le tunnel de base du Saint-Gothard et la baisse de la demande ont entraîné un recul du trafic de marchandises et du chiffre d'affaires. Celui-ci n'a pas pu être compensé par des économies, d'où un résultat négatif pour ce segment.
- Le segment Immobilier est toujours en phase de développement. Les résultats sont stables et les recettes issues des projets de construction prévus ne seront visibles qu'une fois les travaux achevés.
- L'amélioration du résultat du segment « Autres et éliminations » s'explique principalement par la baisse des coûts de sinistres dans le fonds d'auto-assurance.

– Le segment Mobilité des voyageurs regroupe différents modèles d’affaires, dont certains donnent droit à des indemnités. Afin d’accroître la transparence, les résultats à publier en vertu de la réglementation sont indiqués ci-contre. Par rapport aux résultats segmentiels, la différence réside principalement dans le fait que la dissolution ou la constitution de réserves latentes n’est pas prise en compte selon les Swiss GAAP RPC.

Résultats des modèles d’affaires

Mobilité des voyageurs

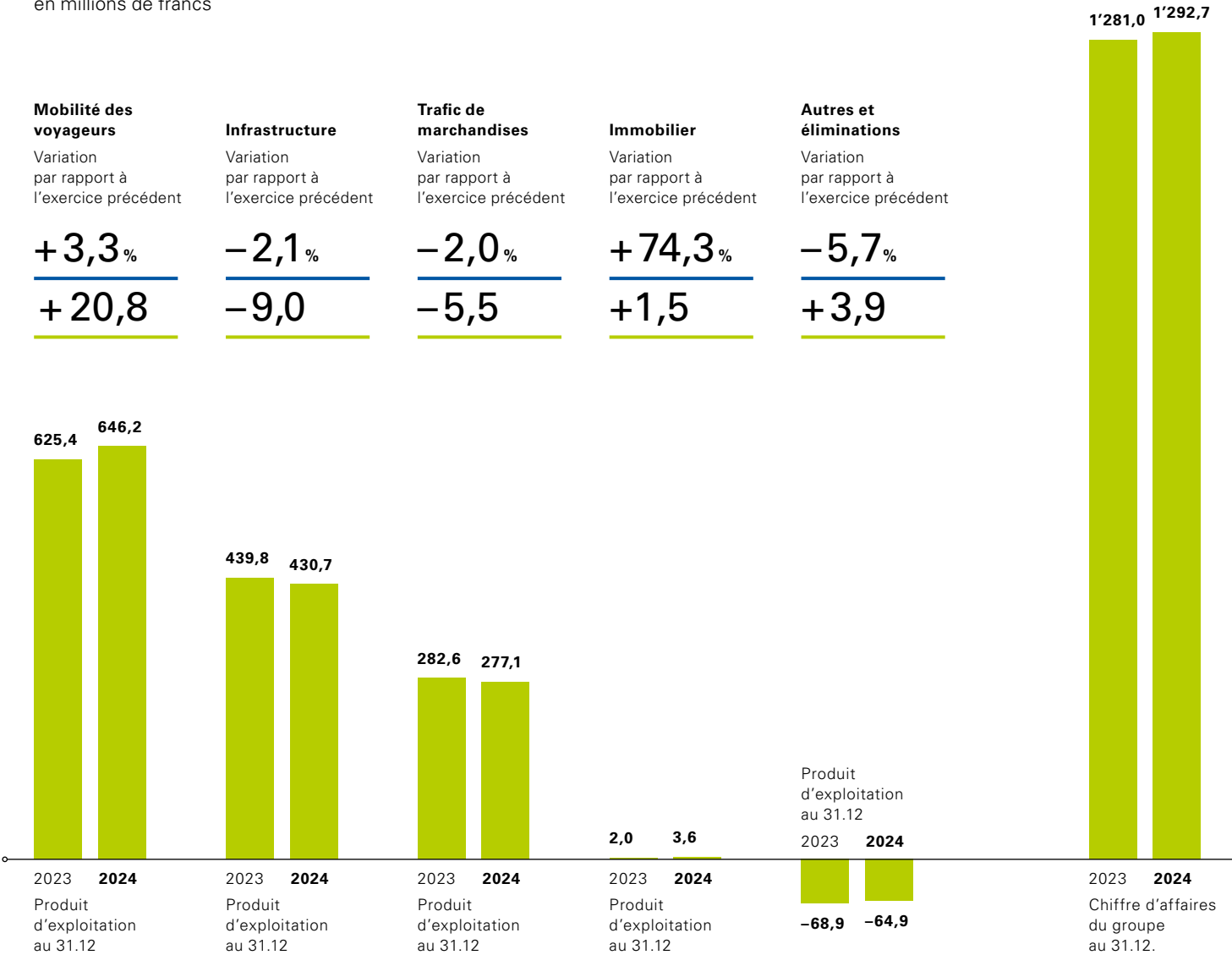
en millions de francs

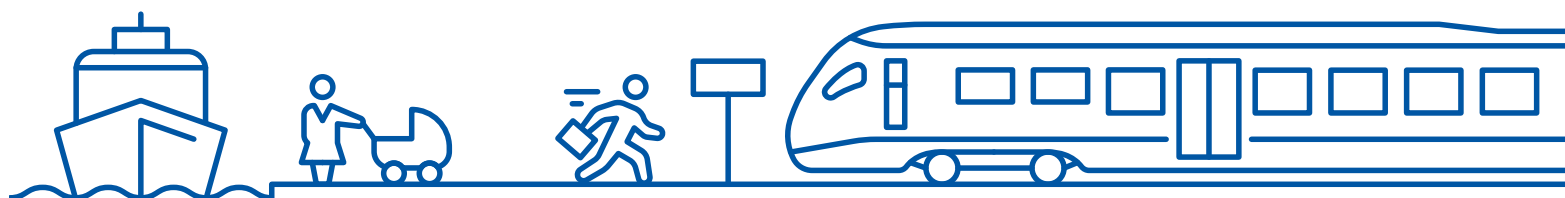
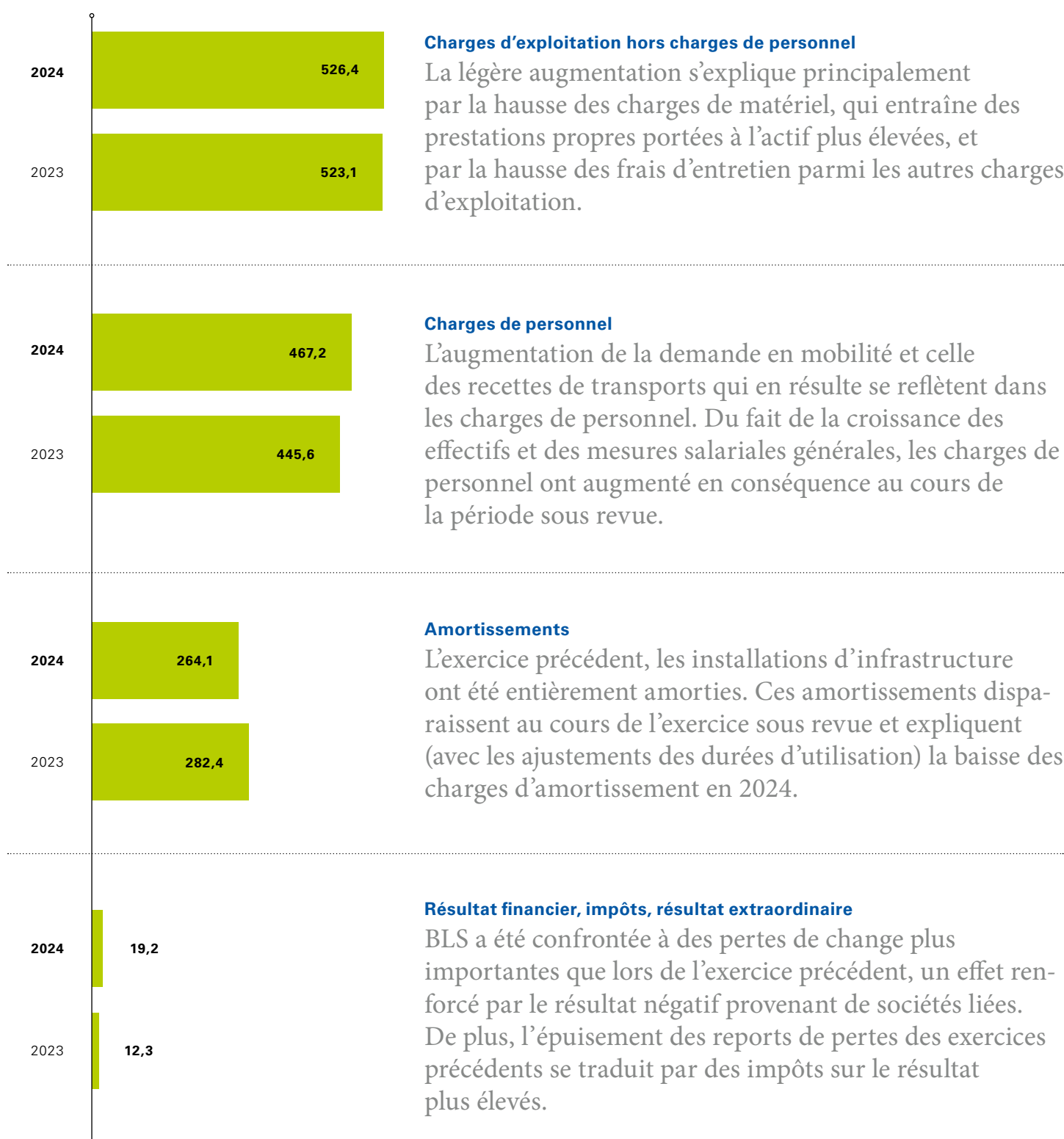
	2024	2023
Trafic régional Rail national ¹	13,2	16,1
Trafic régional Rail international ¹	–0,4	0,8
Trafic régional et local Bus ¹	0,5	0,7
Transport autos ¹	–0,1	0,6
Service de navigation	4,1	3,5
Trafic grandes lignes	7,9	6,3

¹ Les résultats se fondent sur la base de données réglementaire.

Chiffre d’affaires du groupe par segment

en millions de francs





3 Situation de fortune, financement et flux monétaire

BLS se trouve toujours dans une phase d'investissements intensifs qui se traduit par un flux monétaire issu des investissements de plus de 450,5 millions de francs. Celui-ci a pu être financé à hauteur de 304,9 millions de francs principalement grâce au flux monétaire opérationnel. Par ailleurs, des financements supplémentaires ont été contractés, d'où un flux monétaire de 132,7 millions de francs provenant d'activités de financement. Les liquidités ont diminué de 12,9 millions de francs.

En glissement annuel, la somme du bilan a augmenté de 174,8 millions de francs (+ 3,1 %). Cette progression est principalement due à l'accroissement de 208,3 millions de francs des actifs immobilisés (+ 4,0 %) et à la hausse correspondante des engagements financiers à long terme, de 189,5 millions de francs (+ 4,4 %).

Le flux monétaire issu des investissements, toujours élevé à plus de 450,5 millions de francs, provient principalement du segment Infrastructure (239,5 millions de francs), ainsi que du trafic régional voyageurs et du transport autos à hauteur de 187,1 millions de francs (investissements dans le matériel roulant, transformation et construction d'ateliers). Le flux monétaire opérationnel ne couvre pas entièrement les investissements en raison de leur montant élevé; il en résulte un free cash-flow négatif de 145,6 millions de francs. Les investissements correspondants proviennent en majorité des activités donnant droit à indemnisation, le financement étant assuré par des prêts de la Confédération ou soutenu par des cautionnements solidaires fédéraux.

Les liquidités existantes ont aussi été utilisées pour les investissements mentionnés, ce qui les réduit de 12,9 millions de francs. Comme les créances résultant de livraisons et prestations ont également diminué, il en résulte une baisse de l'actif circulant de 33,4 millions de francs.

Les investissements ont essentiellement entraîné, avec les amortissements sur les immobilisations corporelles, une hausse de 208,6 millions de francs de ces dernières. Plusieurs financements sont arrivés à échéance au cours de l'exercice sous revue. De ce fait, les engagements financiers à court terme ont diminué de 38,2 millions de francs, ce qui explique en grande partie la baisse de 31,4 millions de francs des capitaux de tiers à court terme. Le refinancement

des engagements financiers échus ainsi que le financement des investissements au cours de l'exercice ont causé une augmentation cumulée de 189,5 millions de francs des engagements financiers à long terme.

L'actif circulant net opérationnel a diminué de 30,5 millions de francs, passant de -11,2 millions à -41,7 millions de francs, ce qui s'explique principalement par la baisse des versements d'indemnités en suspens et l'accroissement des engagements pour le matériel roulant.¹

L'endettement net est passé de 4'498,8 millions à 4'695,1 millions de francs.² Par rapport à l'EBITDA, l'endettement net a été multiplié par 15,7, une hausse qui s'explique avant tout par le niveau des investissements financés par emprunt.

La part de capitaux propres a légèrement diminué, passant de 16,3 % à 16,0 %; cette variation s'explique elle aussi essentiellement par l'augmentation du bilan due aux actifs immobilisés financés par emprunt.

¹ Composé des créances/engagements résultant de livraisons et prestations, des stocks de marchandises et des prestations non facturées, des autres créances/engagements ainsi que des comptes de régularisation actifs et passifs.

² L'endettement net est défini comme la différence entre les capitaux de tiers et les liquidités et créances résultant de livraisons et prestations.

4 Appréciation du risque

Informations générales

BLS SA utilise un système de gestion des risques commun au groupe, adapté aux besoins du conseil d'administration et de la direction, conforme à la norme de ISO 31000:2018 et à la recommandation d'application correspondante ÖNORM D 4901:2021 et intégré à un modèle articulé autour de trois lignes. Une matrice des risques uniforme à l'échelle du groupe constitue le fondement de l'évaluation et du reporting standardisé des risques.

À la fin de l'année financière, la situation en termes de risques à l'échelle du groupe fait l'objet d'une discussion avec la direction, puis d'un rapport auprès du conseil d'administration. Dans les cas urgents ou importants, la direction et/ou le CA en sont informés sur le champ en cours d'année.

Situation en termes de risques en 2024

L'année dernière, BLS a pu désamorcer certains risques grâce à des mesures ciblées. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée reste perceptible, en particulier dans le secteur artisanal et pour les postes où le travail s'effectue en équipes. Par ailleurs, la hausse des exigences réglementaires oblige BLS à accomplir certaines tâches dans les meilleurs délais, par exemple la mise en place d'un système de gestion intégré. En outre, une situation financière tendue se dessine du côté des commanditaires, laquelle se répercute déjà partiellement sur BLS et constituera une préoccupation dans les années à venir.

L'exploitation quotidienne demeure compliquée par le fort taux d'utilisation du réseau ferroviaire et les nombreux chantiers prévus – ou imprévus. Le fait que l'exploitation normale du tunnel de base du Saint-Gothard n'ait pu reprendre qu'en septembre 2024 a eu des répercussions négatives (notamment sur le trafic marchandises), en raison de la disponibilité réduite des sillons. La question des cyberattaques professionnelles continue de faire l'objet d'une attention soutenue de la part de la direction. Pour y faire face, le système de gestion de la sécurité de l'information à l'échelle du groupe est renforcé en permanence.

Au niveau stratégique, l'année 2024 a notamment été marquée par des réflexions sur le trafic grandes lignes 2030+ ainsi que par la décision politique en faveur de l'extension complète du tunnel de base du Lötschberg. Le changement climatique et ses conséquences à moyen et long terme sur les activités de BLS sont également au centre de l'attention.

Outre les risques stratégiques et opérationnels susmentionnés, BLS est, de par son activité, exposée à différents risques financiers : risques de liquidité, de change, de taux et de contrepartie, entre autres. À cet égard, la situation s'est provisoirement apaisée grâce au recul de l'inflation et donc des taux d'intérêt. L'environnement géopolitique reste toutefois fragile et les perturbations macroéconomiques – dues par exemple à des mesures protectionnistes – sont devenues plus probables.

5 Perspectives

BLS se fixe pour objectif d'augmenter la part des transports publics dans la mobilité globale. Dans cette optique, nous devons pouvoir bâtir sur un cœur de métier solide, caractérisé par l'exploitation optimale des ressources.

Les deux grands projets « Nouvel atelier de Bönigen » et « Nouvel atelier d'Oberburg » posent les jalons d'une planification et une utilisation efficaces des ressources. La construction de l'atelier de Bönigen avance; son achèvement est prévu pour 2028, tandis que la construction de l'atelier d'Oberburg débutera en 2025.

L'extension prochaine du tunnel de base du Lötschberg revêt une grande importance pour BLS; elle augmentera la capacité du trafic marchandises et permettra le passage de trains de voyageurs toutes les demi-heures entre Berne et Brigue. Le début des travaux est prévu en 2026.

Concernant le trafic grandes lignes, BLS continue de s'étendre avec la mise en service de l'IR 56 entre Biel/Bienne et Bâle.

Les outils de gestion financière et de gestion de projets mis en place ces dernières années s'avèrent précurseurs. La migration réussie de l'ensemble du groupe vers « S4 Hana » permettra bientôt de connecter les systèmes existants au système central de planification des ressources. Cette centralisation vise à optimiser le suivi des coûts et l'exploitation des ressources et de faire progresser l'automatisation.

Une planification stable à moyen terme a fait ses preuves par le passé; ces prochaines années, elle assurera une gestion et une planification rigoureuses et, à plus long terme, la bonne poursuite de nos modèles d'affaires.

Dans l'optique du grand thème stratégique qu'est la durabilité, BLS SA a mené en 2024 une double analyse de matérialité. Celle-ci nous a permis d'identifier les thèmes clés de la durabilité, en tenant compte aussi bien de leur importance financière pour BLS que de leur impact sur l'environnement et la société. Nous avons ainsi posé un fondement solide, qui non seulement donnera lieu à des rapports de pointe sur la durabilité, mais contribuera également à atteindre notre objectif stratégique et mettre en œuvre les mesures de durabilité de manière judicieuse et transparente.

6 Comptes annuels consolidés 2024 du groupe BLS

6.1 Compte de résultats du groupe

en milliers de francs

	Explications	2024	2023
Produits des transports	2	670'450	641'296
Prestations des pouvoirs publics	3	421'381	451'966
Prestations pour des tiers		25'184	17'165
Autres produits		49'567	53'856
Prestations propres		127'781	115'101
Variations de stocks de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées		-1'677	1'588
Total des produits d'exploitation		1'292'686	1'280'972
Charges de matériel		-106'709	-96'319
Charges de personnel	4 18	-467'192	-445'591
Prestations d'exploitation de tiers	5	-290'363	-304'698
Autres charges d'exploitation	6	-129'296	-122'116
Total des charges d'exploitation		-993'560	-968'725
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		299'125	312'246
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations corporelles	10	-256'642	-274'615
Amortissements et corrections de valeur sur immobilisations incorporelles	12	-7'426	-7'790
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts (EBIT)		35'057	29'841
Résultat d'entreprises liées		-1'102	578
Produits financiers		2'675	4'426
Charges financières		-17'792	-15'992
Résultat financier		-16'219	-10'987
Résultat d'exploitation avant impôts (EBT)		18'837	18'854
Impôts sur le résultat	7	-3'004	-1'328
Résultat du groupe (participations minoritaires incluses)		15'834	17'527
Participations minoritaires		7'766	3'018
Résultat du groupe (hors participations minoritaires)		23'600	20'545
Résultat par action – en francs suisses par action	19		
Résultat de base par action		0,32	0,28
Résultat dilué par action		0,32	0,28

6.2 Bilan du groupe

en milliers de francs

Actifs	Explications	31.12.24	31.12.23
Liquidités		148'284	160'474
Créances résultant de livraisons et de prestations	8	64'883	89'147
Autres créances à court terme		16'949	20'339
Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées	9	72'470	73'929
Comptes de régularisation actifs		62'100	54'235
Total de l'actif circulant		364'686	398'125
Immobilisations corporelles	10	5'434'732	5'226'105
Immobilisations financières	11	24'856	24'995
Immobilisations incorporelles	12	20'717	20'938
Total de l'actif immobilisé		5'480'305	5'272'039
Total de l'actif		5'844'991	5'670'164
Passif			
Engagements financiers à court terme	16	110'397	148'572
Engagements résultant de livraisons et de prestations	13	99'219	84'696
Autres engagements à court terme	14	24'568	23'219
Provisions à court terme	17	8'896	11'371
Comptes de régularisation passifs	15	134'295	140'914
Total des capitaux de tiers à court terme		377'375	408'772
Engagements financiers à long terme	16	4'507'820	4'318'317
Autres engagements à long terme		1'357	1'317
Provisions à long terme	17	21'746	20'038
Total des capitaux de tiers à long terme		4'530'923	4'339'672
Total des capitaux de tiers		4'908'298	4'748'444
Capital-actions		79'442	79'442
Réserves issues du capital		113'784	113'784
Actions propres		-2'506	-2'506
Réserves issues des bénéfices		234'930	211'278
Total des capitaux propres hors participations minoritaires		425'650	401'998
Participations minoritaires		511'044	519'722
Total des capitaux propres participations minoritaires incluses		936'693	921'720
Total du passif		5'844'991	5'670'164

6.3 Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers de francs

		2024	2023
Flux monétaire issu des activités d'exploitation			
Résultat du groupe, participations minoritaires incluses		15'834	17'527
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	10 12	262'440	282'280
Pertes résultant de dépréciations de valeur des immobilisations corporelles	10	1'628	125
Variation des corrections de valeur sur immobilisations financières	11	- 235	- 128
Variation des provisions	17	- 792	- 174
Bénéfice sur sortie d'actifs immobilisés	10 12	- 2'434	- 1'239
Perte sur sortie d'actifs immobilisés	10 12	6'559	13'139
Indemnités sous forme de compensation de prêts	16	- 1'831	- 2'756
Autres produits et charges sans incidence sur les fonds		- 102	- 2'691
Variation des créances résultant de livraisons et de prestations		24'268	- 1'383
Variation des stocks de marchandises et des prestations non facturées		1'459	- 12'074
Variation des autres créances et comptes de régularisation actifs		- 4'805	- 1'296
Variation des engagements résultant de livraisons et de prestations		15'100	- 21'155
Variation des autres engagements et comptes de régularisation passifs		- 13'313	25'083
Bénéfice proportionnel selon la méthode de la mise en équivalence		1'102	- 578
Flux monétaire issu des activités d'exploitation		304'879	294'679
Flux monétaire issu des activités d'investissement			
Investissements dans des immobilisations	10	- 451'232	- 389'554
Subventions publiques liées aux valeurs patrimoniales		3'407	4'348
Désinvestissements d'immobilisations corporelles	10	2'376	1'696
Investissements dans des immobilisations financières	11	- 4	- 124
Désinvestissements d'immobilisations financières	11	6	3
Investissements dans des immobilisations incorporelles	12	- 5'035	- 7'135
Flux monétaire issu des activités d'investissement		- 450'482	- 390'765
Flux monétaire issu des activités de financement			
Variation d'engagements financiers à court terme	16	- 60'436	- 3'993
Variation d'engagements financiers à long terme	16	194'141	54'180
Versements de dividendes aux actionnaires minoritaires		- 960	- 72
Flux monétaire issu des activités de financement		132'745	50'115
Variation des liquidités		- 12'858	- 45'970
Liquidités au 1.1		160'474	206'279
Différence de change		668	165
Liquidités au 31.12		148'284	160'474
Variation des liquidités		- 12'858	- 45'970

6.4 Tableau des capitaux propres du groupe

en milliers de francs

	Capital- actions ¹	Réserve issue du capital	Actions propres	Bénéfices non distribués (réserves issues des bénéfices)	Total hors parti- cipations minoritaires	Participations minoritaires	Total participations minoritaires incluses
Capitaux propres au 01.01.2023 (avant ajustement)	79'442	113'784	- 2'506	189'988	380'708	522'970	903'677
Effet dû à la modification des normes comptables				916	916		916
Capitaux propres au 01.01.2023 (après ajustement)	79'442	113'784	- 2'506	190'904	381'624	522'970	904'593
Résultat du groupe	0	0	0	20'545	20'545	- 3'018	17'527
Versements de dividendes aux actionnaires minoritaires	0	0	0	0	0	- 72	- 72
Conversion de monnaies	0	0	0	- 171	- 171	- 158	- 328
Capitaux propres 31.12.2023	79'442	113'784	- 2'506	211'278	401'998	519'722	921'720
Résultat du groupe	0	0	0	23'600	23'600	- 7'766	15'834
Versements de dividendes aux actionnaires minoritaires	0	0	0	0	0	- 960	- 960
Conversion de monnaies	0	0	0	52	52	48	100
Capitaux propres 31.12.2024	79'442	113'784	- 2'506	234'930	425'650	511'044	936'693

¹ Le capital-actions est réparti en 79'442'336 actions nominatives d'une valeur de 1 franc chacune et est entièrement libéré.

Montant total des réserves non distribuables

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
BLS SA	85'400	57'644

Suite à la modification des statuts de BLS SA décidée en 2024, les réserves non distribuables sont plus élevées pour l'exercice sous revue.

Actions propres

	Unités	Prix ø en francs
Situation au 01.01.2023	2'988'557	
Achats	0	-
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2023	2'988'557	
Achats	0	-
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2024	2'988'557	

6.5 Annexe aux comptes annuels consolidés 2024

Principes de présentation des comptes

1 Généralités

Les présents comptes du groupe ont été adoptés par le conseil d'administration de la BLS SA le 10 avril 2025. Ils doivent être approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

1.1 Bases de la présentation des comptes

Les comptes annuels consolidés se basent sur les comptes annuels des sociétés du groupe établis au 31 décembre 2024 selon des principes uniformes. Les comptes du groupe sont établis conformément à l'ensemble des recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC) et des dispositions du droit suisse ainsi que selon les directives complémentaires de la Swiss GAAP RPC 31 « Recommandation complémentaire pour les sociétés cotées ». La valeur d'acquisition, ou du coût de revient selon le cas, forme la base d'évaluation. Les comptes annuels consolidés se fondent ainsi sur des valeurs économiques et donnent une image fidèle et conforme à la réalité du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe. Les comptes annuels sont établis sur la base de la continuité de l'exploitation.

Les comptes du groupe sont présentés en francs suisses (CHF). Sauf indication contraire, tous les montants indiqués dans le rapport financier sont exprimés en milliers de francs suisses. De légères différences sont possibles en raison de l'arrondissement des valeurs dans les tableaux des comptes annuels.

1.2 Date de clôture

L'exercice s'étend sur douze mois pour toutes les sociétés. Le jour de clôture pour le groupe et pour toutes les entités entièrement consolidées est le 31 décembre.

1.3 Périmètre de consolidation

1.3.1 Consolidation globale

Les comptes du groupe incluent les comptes annuels de BLS SA ainsi que ceux des sociétés dans lesquelles BLS SA détient directement ou indirectement une participation majoritaire ou dans lesquelles elle exerce le contrôle de la politique financière et commerciale en vertu de dispositions contractuelles (BLS Netz AG). La consolidation globale comprend les sociétés suivantes :



1.3.2 Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles BLS SA détient entre 20% et 50% des voix ou sur lesquelles elle exerce une influence notable d'une autre manière sont prises en compte dans la consolidation selon la méthode de la mise en équivalence des participations (intégration proportionnelle du capital et du résultat). Les participations mises en équivalence incluent les sociétés RAlpin SA et JETBOAT Interlaken AG.

1.3.3 Modifications du périmètre de consolidation

La participation dans la société KPZ Fahrbahn AG a été vendue au 31.12.2024. Le groupe BLS détenait 50% de la société KPZ Fahrbahn AG et avait valorisé la participation correspondante selon la méthode de la mise en équivalence.

2 Principes de consolidation

2.1 Consolidation du capital

La consolidation du capital est effectuée selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les coûts d'acquisition des participations consolidées sont imputés à hauteur des valeurs comptables des participations aux actifs nets des sociétés de participation à la date de l'acquisition ou de la première consolidation. Les actifs et les passifs, tout comme les charges et les produits, sont compensés les uns contre les autres au sein du groupe.

2.2 Participations minoritaires

Les participations minoritaires au capital propre et au résultat du groupe qui sont présentées correspondent aux participations tierces au capital propre et au résultat des sociétés correspondantes qui sont calculées sur la base des rapports de participation en vigueur.

2.3 Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaie locale sont convertis au cours de change en vigueur à la date du bilan et les comptes de résultats des filiales étrangères, au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion sont imputés aux réserves issues des bénéfices.

Les cours de change appliqués dans les présents états financiers sont les suivants :

Conversion des monnaies étrangères		
	2024	2023
Bilan		
EUR/CHF	0.9404	0.9303
Compte de résultats		
EUR/CHF	0.9523	0.9737

3 Principes d'évaluation

3.1 Première application de la norme Swiss GAAP RPC 28 et Swiss GAAP RPC 30 adaptée

BLS applique pour la première fois les normes Swiss GAAP RPC 28 et Swiss GAAP RPC 30 (nouvelles ou modifiées) à l'exercice 2024. La première application de la Swiss GAAP RPC 28 entraîne des modifications en termes de présentation. Les indemnités sont désormais présentées parmi les prestations des pouvoirs publics. De même, les autres prestations des pouvoirs publics sont incluses dans les prestations des pouvoirs publics et non plus dans les produits/recettes autres. Les indemnités en suspens sont désormais présentées comme des créances résultant de livraisons et prestations et non plus comme des prestations non facturées. De même, les subventions publiques liées aux actifs sont désormais présentées en valeurs brutes dans le tableau des flux de trésorerie. La présentation de l'exercice précédent a été modifiée en conséquence :

	Présentation première application Swiss GAAP RPC 28	Présentation avant application Swiss GAAP RPC 28	Écart
	2023	2023	2023
Compte de résultats			
Prestations des pouvoirs publics	451'966	0	451'966
Indemnités	0	446'959	-446'959
Autres produits	53'856	58'863	-5'007
Bilan			
Créances résultant de livraisons et de prestations	89'147	67'323	21'824
Stocks et prestations non facturées	73'929	95'753	-21'824
Tableau des flux de trésorerie			
Investissements dans des immobilisations	-389'554	-385'205	-4'348
Subventions publiques liées aux valeurs patrimoniales	4'348	0	4'348

BLS fait usage de l'allègement prévu dans les dispositions transitoires de la Swiss GAAP RPC 30 et renonce à l'application rétrospective des prescriptions relatives au goodwill, à la décomptabilisation avec effet sur le résultat des différences de change cumulées ainsi qu'aux impôts latents. La première application de la Swiss GAAP RPC 30 entraîne donc uniquement une modification de la présentation concernant les participations valorisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La norme Swiss GAAP RPC 30 modifiée exige qu'au moins les postes de clôture importants du point de vue du groupe respectent les directives internes au groupe selon les RPC. Ce n'était pas le cas jusqu'à présent pour toutes les sociétés liées. La valorisation du poste de clôture des sociétés liées à des valeurs conformes aux RPC, respectant les directives internes du groupe, a nécessité de modifier la présentation de l'exercice précédent. Les effets de ce changement sur les différents éléments des comptes consolidés sont présentés ci-dessous :

	Présentation première application Swiss GAAP RPC 30 modifiée	Présentation avant application Swiss GAAP RPC 30 modifiée	Écart
	2023	2023	2023
Compte de résultats			
Résultat des entreprises liées	578	237	341
Résultat financier	-10'987	-11'328	341
Résultat ordinaire	18'854	18'513	341
Résultat d'exploitation avant impôts (EBT)	18'854	18'513	341
Résultat du groupe (participations minoritaires incluses)	17'527	17'186	341
Résultat du groupe (hors participations minoritaires)	20'545	20'204	341
Bilan			
Immobilisations financières	24'995	23'738	1'257
Total de l'actif immobilisé	5'272'039	5'270'781	1'257
Total de l'actif	5'670'164	5'668'907	1'257
Réserves issues des bénéfices	211'278	210'021	1'257
Total des capitaux propres hors participations minoritaires	401'998	400'741	1'257
Total des capitaux propres participations minoritaires incluses	921'720	920'463	1'257
Total du passif	5'670'164	5'668'907	1'257
Tableau des flux de trésorerie			
Résultat du groupe participations minoritaires incluses	17'527	17'186	341
Bénéfice proportionnel selon la méthode de la mise en équivalence	-578	-237	-341

3.2 Liquidités

Les liquidités incluent les avoirs en caisse, les avoirs bancaires, les avoirs auprès de la Poste ainsi que les dépôts à court terme d’une durée résiduelle n’excédant pas trois mois. Elles correspondent au poste « Liquidités » dans le tableau des flux de trésorerie. Elles sont comptabilisées à la valeur nominale.

3.3 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l’exploitation. Les risques de solvabilité concrets font l’objet d’une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes.

3.4 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d’acquisition ou de fabrication, ou au montant net de leur valeur nette d’aliénation, si ce dernier montant est plus bas. Les coûts de fabrication comprennent tous les coûts de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l’application de correctifs jugés adéquats selon les critères usuels, il est tenu compte de tous les risques apparents de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. La valorisation des stocks s’effectue selon la méthode du taux de rotation. Les stocks à faible rotation sont dépréciés sur une durée maximale de dix ans. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d’acquisition.

3.5 Comptes de régularisation actifs et passifs

Les comptes de régularisation servent à comptabiliser les charges et les produits dans la période appropriée.

3.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d’acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d’utilisation estimée. Les charges d’intérêt sont portées à l’actif lors d’acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L’inscription des intérêts à l’actif se fait sur la valeur d’immobilisation moyenne au taux moyen des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l’acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont traditionnellement effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l’actif et utilisés.

Périodes d’amortissement

	Années
Terrains non bâtis/terrains (pas d’amortissement ordinaire)	
Terrains et constructions	10–100
Voie ferrée	5–80
Tunnels, ponts, ouvrages de protection ¹	80–100
Véhicules, bateaux	5–50
Ligne de contact/installations de sécurité	2–50
Autres immobilisations corporelles	2–40

Les durées d’utilisation pour les activités donnant droit à des indemnisations sont définies par la réglementation.

¹ La durée d’utilisation du tunnel de base du Lötschberg a été fixée à 80 ans en concertation avec l’OFT.

3.7 Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des participations non intégralement consolidées avec une part d’au moins 20% des droits de vote, qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à la date du bilan (ajustement des coûts d’acquisition sur la base des bénéfices ou des pertes proportionnels ainsi que des dividendes perçus). Les titres sont comptabilisés à leur coût d’acquisition diminué des amortissements nécessaires, selon le principe de la valeur la plus basse. Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale en tenant compte des risques de solvabilité.

Les impôts latents actifs sur des différences limitées dans le temps et sur des reports de pertes fiscales ne sont inscrits au bilan que s’il est probable qu’ils puissent être réalisés par des bénéfices futurs imposables.

3.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement à des logiciels et licences. Elles sont valorisées à leur coût d’acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée de deux à huit ans. Les prestations propres visant au développement d’immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

3.9 Engagements

Les engagements résultant de livraisons et de prestations ainsi que les autres engagements à court terme sont comptabilisés à leur valeur nominale.

3.10 Provisions (à court et à long terme)

Des provisions sont constituées lorsqu’un événement passé

- a) aura vraisemblablement pour conséquence une obligation,
- b) l’exécution de cette obligation rend vraisemblablement nécessaire l’emploi de ressources présentant une utilité économique et
- c) lorsqu’il est possible d’évaluer de manière fiable l’importance de cet engagement.

L’évaluation repose sur des critères de gestion uniformes. Lorsque le facteur temps joue un rôle déterminant, le montant des provisions est actualisé.

3.11 Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêt octroyés par les pouvoirs publics dans le cadre de projets d'investissement liés au fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) selon l'ancien art. 56 LCdF et les dispositions FTP*. Pour les prêts sans intérêt accordés par les pouvoirs publics, un remboursement peut être exigé si des fonds d'amortissement non réinvestissables sont disponibles dans le domaine Infrastructure de BLS Netz AG (cf. art. 49/4 LCdF). D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêt pour des financements d'investissements de la BLS SA et d'autres sociétés du groupe. Les capitaux de tiers portant intérêt sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts. La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme. Ce poste est évalué à la valeur nominale.

* FTP = réalisation et financement de projets d'infrastructure de transports publics conformément à l'arrêté fédéral du 20 mars 1998

3.12 Impôts sur le résultat

Les impôts latents sur les différences entre les valeurs internes au groupe et les valeurs fiscales sont provisionnés selon la méthode du report variable (« liability method ») et ajustés en permanence aux éventuelles modifications de la législation fiscale locale. Les taux d'imposition appliqués actuellement pour déterminer les impôts latents s'élèvent à 21%. La comptabilisation au bilan s'effectue dans les provisions à long terme.

3.13 Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les recettes sont comptabilisées dès lors que la prestation est fournie, que le montant des recettes peut être déterminé de façon fiable et que l'avantage économique correspondant va vraisemblablement être obtenu.

3.14 Sources des recettes

Les principales sources de recettes de BLS sont les produits du trafic voyageurs et du trafic marchandises, les produits découlant de l'utilisation d'infrastructures, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptages et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.

Les produits du trafic marchandises et les recettes du transport autos sont comptabilisés sur la base des transports effectués durant la période considérée. Les produits de l'utilisation d'infrastructures correspondent aux produits des sillons que les entreprises de transport doivent verser pour circuler sur le réseau de BLS.

Les prestations des pouvoirs publics comprennent les indemnités dans le domaine de l'infrastructure ferroviaire ainsi que du trafic régional voyageurs.

3.15 Subventions publiques

Les subventions publiques saisies dans les comptes annuels comprennent les prestations de la Confédération et des cantons pour l'infrastructure ferroviaire (d'après la loi sur les chemins de fer [LCdF]) et le trafic régional voyageurs ainsi que, en partie, le transport autos (d'après la loi sur le transport de voyageurs [LTV]) à hauteur des coûts non couverts.

Les indemnités (subventions publiques liées au résultat) sont comptabilisées au résultat de la période pendant laquelle les charges correspondantes sont encourues.

Les contributions aux frais d'investissement (subventions publiques liées aux actifs) sont compensées par les actifs correspondants (méthode nette).

En plus des subventions publiques mentionnées ci-dessus et comptabilisées dans les comptes annuels, la Confédération soutient les investissements du groupe BLS dans le segment du trafic régional voyageurs par des cautionnements solidaires (d'après la loi sur le transport de voyageurs [LTV]). De même, le trafic régional voyageurs bénéficie toujours de prêts sans intérêts. Par ailleurs, le groupe BLS bénéficie dans le segment Infrastructure de

prêts sans intérêts et remboursables sous conditions (d'après la loi sur les chemins de fer [LCdF]) de la part de la Confédération et des cantons.

3.16 Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

3.17 Instruments financiers dérivés

Des instruments financiers dérivés sont éventuellement utilisés pour couvrir des opérations de base. Une comptabilisation avec effet sur les résultats est effectuée au moment de la réalisation. Le traitement des opérations de couverture est analogue à celui de l'opération de base couverte.

3.18 Dépréciation (« impairment ») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

3.19 Transactions avec des personnes proches de l'entreprise

Les pouvoirs publics, en particulier la Confédération suisse et le canton de Berne en tant que personnes proches, indemnisent les coûts non couverts de l'offre de transport commandée et octroient des prêts sans intérêts pour le financement de l'infrastructure. Sont également considérés comme des personnes proches de l'entreprise les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, les institutions de prévoyance du personnel ainsi que les membres de la direction et du conseil d'administration.

6.6 Explications relatives aux comptes annuels consolidés

1 Rapport des segments

en milliers de francs

	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Autres et éliminations	Total BLS
2024						
Produit d'exploitation	646'207	430'723	277'107	3'562	-64'914	1'292'686
Résultat d'entreprise	25'665	-10'700	-2'750	-183	3'801	15'834
Participations minoritaires	-83	7'126	729	0	-6	7'766
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	25'582	-3'574	-2'021	-183	3'795	23'600
	Mobilité des voyageurs	Infrastructure	Trafic de marchandises	Immobilier	Autres et éliminations	Total BLS
2023						
Produit d'exploitation	625'404	439'757	282'624	2'044	-68'857	1'280'972
Résultat d'entreprise	23'357	-5'744	1'921	-40	-1'968	17'527
Participations minoritaires	-98	3'838	-721	0	-1	3'018
Résultat d'entreprise, hors participations minoritaires	23'259	-1'906	1'200	-40	-1'969	20'545

Les segments correspondent aux domaines d'activité stratégiques que le conseil d'administration de BLS SA a définis comme niveau supérieur de la direction de l'entreprise dans le cadre de la stratégie. Le segment « Autres et éliminations » englobe non seulement les éliminations, mais également le produit d'exploitation et le résultat des affaires de tiers de la production ferroviaire ainsi que d'activités centrales du groupe.

2 Produits des transports

en milliers de francs

	2024	2023
Trafic régional Rail	236'515	219'786
Trafic régional Bus	5'647	5'229
Trafic voyageurs Navigation	21'869	21'011
Trafic grandes lignes	57'410	54'570
Utilisation de l'infrastructure	48'221	40'049
Transport autos	32'786	32'102
Trafic de marchandises	268'002	268'548
Total	670'450	641'296

3 Prestations des pouvoirs publics

en milliers de francs

	2024	2023
Indemnités Trafic régional voyageurs ¹	169'917	173'168
Indemnités Infrastructure	248'590	272'084
Indemnités Transport autos	1'817	1'708
Autres prestations des pouvoirs publics	1'057	5'007
Total	421'381	451'966

¹ L'indemnité convenue avec les commettants étant fondée sur des valeurs CO, elle inclut également, contrairement au montant figurant ici pour 2023, la provision au titre du taux GE d'environ 9 millions de francs de l'exercice précédent. En vertu du droit commercial, cette provision correspond à des réserves latentes qui n'ont pas pu être comptabilisées selon les normes Swiss GAAP RPC. Au 31.12.2023, la provision taux GE était entièrement dissoute.

BLS bénéficie en outre de prêts sans intérêts de la part des pouvoirs publics dans le secteur Infrastructure (en vertu de la LCdF) ainsi que de cautionnements solidaires dans le secteur Trafic régional voyageurs (en vertu de la LTV). De même, le trafic régional voyageurs bénéficie toujours de prêts sans intérêts.

Conformément à la LCdF, le financement des infrastructures est assuré par des indemnités ainsi que par des prêts sans intérêts et remboursables sous conditions de la part des pouvoirs publics. Étant donné que le segment Infrastructure ne se finance pas sur le marché, il n'existe pas suffisamment d'éléments de comparaison pour déterminer la valeur actuelle de l'avantage en matière de taux d'intérêt.

Pour le financement d'investissements dans le segment Trafic régional voyageurs, la Confédération peut accorder des cautionnements aux créanciers dans le domaine des transports. Étant donné que les investissements dans le domaine du trafic régional de voyageurs ont été uniquement financés ces dernières années par des prêts adossés à des cautionnements solidaires, il n'existe pas suffisamment d'éléments de comparaison pour déterminer la valeur actuelle de l'avantage en terme de taux d'intérêt.

Prêts portant intérêts en tant que subvention publique

en milliers de francs

	2024	2023
Prêts sans intérêts Infrastructure	3'179'440	3'122'543
Prêts sans intérêts Trafic régional voyageurs	208'762	212'045
Prêts et emprunts avec cautionnement solidaire	790'000	750'000

Dans le domaine du trafic marchandises, BLS bénéficie de subventions pour le prix du sillon en Allemagne et en Belgique, qui démontre la volonté explicite des pouvoirs publics de réduire le prix du sillon. Les subventions sont traitées par les entreprises d'infrastructure et l'entreprise de transport reçoit les factures nettes. C'est pourquoi les subventions pour le prix des sillons sont présentées en valeurs nettes et intégrées aux charges d'utilisation d'infrastructures.

Utilisation d'infrastructures

en milliers de francs

	2024	2023
Achat utilisation d'infrastructures	-95'901	-93'168
Subventions pour le prix du sillon	7'949	9'504
Total des charges utilisation d'infrastructures	-87'952	-83'664

4 Charges de personnel

en milliers de francs

	2024	2023
Salaires	-344'038	-329'044
Primes de performance et à caractère social	-19'619	-17'964
Assurances sociales	-68'256	-67'422
Autres charges de personnel	-35'279	-31'162
Total	-467'192	-445'591

5 Prestations d'exploitation de tiers

en milliers de francs

	2024	2023
Utilisation d'infrastructures	-87'952	-83'664
Courant de traction	-32'271	-39'001
Prestations de transport trafic de marchandises	-42'978	-58'450
Location de matériel roulant	-35'064	-32'756
Travaux Infrastructure	-22'704	-23'700
Autre achat de prestations	-69'394	-67'127
Total	-290'363	-304'698

6 Autres charges d'exploitation

en milliers de francs

	2024	2023
Loyers	-8'562	-7'671
Électricité générale et autre énergie	-7'676	-6'859
Assurances	-8'145	-6'979
Sinistres non couverts (franchises)	1'462	-2'169
Taxes et redevances (principalement TVA non récupérable)	-17'602	-17'363
Entretien et réparations	-25'161	-17'850
Publicité	-6'581	-6'768
Frais d'administration (communication, honoraires, rémunération du conseil d'administration, frais, dons et charges liées aux projets informatiques)	-50'472	-43'319
Pertes résultant de la vente/sortie d'immobilisations corporelles	-6'559	-13'139
Total	-129'296	-122'116

7 Impôts sur le résultat

en milliers de francs

	2024	2023
Impôts courants sur le résultat	-2'780	-862
Impôts latents sur le résultat	-223	-466
Total	-3'004	-1'328

Analyse des impôts sur le résultat

en milliers de francs

	2024	2023
Impôts sur le résultat avant prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	-4'080	-4'042
Effet de la non-comptabilisation à l'actif de reports de pertes	-392	-43
Effet de l'utilisation de reports de pertes non comptabilisés à l'actif	1'084	1'779
Effet de résultats non imposables	2'500	979
Autres effets	-2'116	0
Impôts sur le résultat après prise en compte des reports de pertes et de l'effet de résultats non imposables	-3'004	-1'328

Le taux d'imposition moyen à appliquer sur la base du résultat ordinaire imposable est de 21,7% (exercice précédent: 21,4%)

Les reports de pertes non comptabilisés à l'actif s'élèvent à 22,4 millions de francs (exercice précédent: 24,0 millions de francs).

8 Créances résultant de livraisons et de prestations

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Créances envers des tiers	56'116	66'503
Créances envers des sociétés liées	3'381	4'265
Créances prestations des pouvoirs publics	8'625	21'824
Corrections de valeur	-3'239	-3'445
Total	64'883	89'147

9 Stocks de marchandises, travaux en cours et prestations non facturées

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Matériel	26'059	25'542
Pièces détachées	86'267	80'285
Corrections de valeur Matériel et pièces détachées	-44'379	-38'534
Prestations non facturées	387	2'579
Travaux en cours	4'136	4'056
Total	72'470	73'929

10 Immobilisations corporelles

en milliers de francs

Coûts d'acquisition	Terrains non bâtis	Terrains et constructions	Voie ferrée/ assise	Ligne de contact/ installations de sécurité	Véhicules/ bateaux	Immobilisations corporelles en leasing	Autres immobilisations corporelles	Installations en cours de construction	Total immobilisations corporelles
Situation au 01.01.2023	960	537'605	3'802'378	1'825'473	2'376'177	40'931	111'971	407'017	9'102'513
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	-1'792	0	0	0	-880	-2'672
Entrées	-19	10'385	54'359	12'505	50'110	0	3'704	239'174	370'217
Sorties	-228	-8'401	-43'538	-49'675	-100'764	0	-2'752	-766	-206'125
Transferts	42	6'230	92'123	-2'514	105'566	0	21'419	-222'867	0
Différences de cours	0	0	0	0	-4	0	-110	0	-113
Situation au 31.12.2023	755	545'819	3'905'322	1'783'997	2'431'085	40'931	134'232	421'677	9'263'819
dont immeubles de rapport	0	81'262	0	0	0	0	0	10'365	91'627
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	648	0	0	0	-2'964	-2'316
Entrées	3	19'757	58'073	12'482	102'012	23'249	2'027	255'956	473'558
Sorties	-19	-6'246	-17'401	-17'623	-182'556	0	-2'037	-1'996	-227'877
Transferts	-257	36'370	56'174	27'301	89'076	1'788	2'139	-212'591	0
Différences de cours	0	0	0	0	1	0	31	0	32
Situation au 31.12.2024	482	595'700	4'002'167	1'806'805	2'439'619	65'968	136'392	460'083	9'507'216
dont immeubles de rapport	0	83'835	0	0	0	0	0	14'688	98'523
Amortissements cumulés									
Situation au 01.01.2023	93	217'840	1'243'991	1'147'906	1'270'259	3'792	74'171	174	3'958'226
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	-1'398	0	0	0	0	-1'398
Amortissements programmés	0	12'678	80'755	79'698	91'850	1'765	7'744	0	274'491
Dépréciations de valeur	0	23	0	0	0	0	101	0	125
Imputations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sorties	0	-7'206	-38'467	-45'106	-100'142	0	-2'719	0	-193'639
Transferts	12	-6'243	15'819	-22'418	67	0	12'764	-1	0
Différences de cours	0	0	0	0	-4	0	-87	0	-90
Situation au 31.12.2023	105	217'093	1'302'098	1'158'682	1'262'031	5'557	91'976	173	4'037'714
dont immeubles de rapport	0	44'738	0	0	0	0	0	0	44'738
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements programmés	0	13'915	79'869	63'336	88'797	2'035	8'013	0	255'964
Dépréciations de valeur	0	671	5	-1	3	0	0	0	678
Imputations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sorties	0	-5'460	-15'685	-16'369	-182'384	0	-2'001	0	-221'900
Transferts	0	-59	29	-3	4	0	24	4	0
Différences de cours	0	0	0	0	1	0	26	0	27
Situation au 31.12.2024	105	226'160	1'366'316	1'205'645	1'168'452	7'591	98'038	177	4'072'484
dont immeubles de rapport	0	46'139	0	0	0	0	0	0	46'139
Valeur comptable nette au 01.01.2023	867	319'765	2'558'387	677'567	1'105'918	37'139	37'800	406'843	5'144'287
Valeur comptable nette au 31.12.2023	650	328'726	2'603'224	625'315	1'169'055	35'374	42'256	421'505	5'226'105
Valeur comptable nette au 31.12.2024	377	369'540	2'635'851	601'160	1'271'166	58'377	38'354	459'906	5'434'732

Au cours de l'exercice sous revue, des biens immobiliers ont été dépréciés à hauteur de 700'000 francs.

Aucune correction de valeur n'a été effectuée au cours de l'exercice précédent.

Les installations en cours de construction comportent 63,7 millions de francs d'acomptes (exercice précédent : 74,5 millions de francs).

Des intérêts de capitaux de tiers à hauteur de 0,7 million de francs ont été portés à l'actif au cours de l'exercice sous revue (exercice précédent : 1,3 million de francs)

Les entrées incluent des investissements encore sans incidence sur la trésorerie au 31.12.2023, à hauteur de 61,1 millions de francs (exercice précédent : 53,9 millions de francs)

Au cours de l'exercice sous revue, 2,7 millions de francs de subventions publiques liées aux actifs ont été compensés par des entrées (exercice précédent : 4,0 millions de francs)

11 Immobilisations financières

en milliers de francs

	Titres	Participation sociétés liées	Impôts latents actifs	Autres immobilisations financières	Total
Coûts d'acquisition					
Situation au 31.12. 2023	15'741	3'740	4'982	3'423	27'886
Variation 2024	- 43	- 1'402	- 209	819	- 835
Situation au 31.12. 2024	15'698	2'337	4'773	4'242	27'051
Corrections de valeur cumulées					
Situation au 31.12. 2023	- 2'432	- 300	0	- 160	- 2'891
Variation 2024	237	300	0	160	696
Situation au 31.12. 2024	- 2'195	0	0	0	- 2'195
Valeur comptable nette au 31.12. 2023	13'310	3'440	4'982	3'264	24'995
Valeur comptable nette au 31.12. 2024	13'503	2'337	4'773	4'242	24'856

12 Immobilisations incorporelles

en milliers de francs

	Licences/ franchise	Logiciel	Autres valeurs incorporelles	Installations en cours de développement	Total Immobilisations incorporelles
Coûts d'acquisition					
Situation au 01.01 2023	6'771	76'174	1'593	5'773	90'310
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	1'792	0	880	2'672
Entrées	0	2'608	71	4'456	7'135
Sorties	- 122	- 2'598	- 55	0	- 2'775
Transferts	0	4'783	0	- 4'783	0
Différences de cours	0	- 5	- 50	0	- 55
Situation au 31.12. 2023	6'648	82'753	1'559	6'326	97'287
Restructuration de catégorie d'immobilisations	369	2'594	0	- 648	2'316
Entrées	461	2'316	0	2'259	5'035
Sorties	- 134	- 9'843	0	- 138	- 10'116
Transferts	369	5'011	0	- 5'011	369
Différences de cours	0	1	9	0	10
Situation au 31.12. 2024	7'344	82'832	1'569	2'788	94'533
Amortissements cumulés					
Situation au 01.01 2023	5'921	61'775	1'577	0	69'273
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	1'398	0	0	1'398
Amortissements programmés	399	7'376	15	0	7'790
Dépréciations de valeur	0	0	0	0	0
Imputations	0	0	0	0	0
Sorties	- 122	- 1'884	- 55	0	- 2'061
Transferts	0	0	0	0	0
Différences de cours	0	- 4	- 47	0	- 50
Situation au 31.12. 2023	6'198	68'661	1'491	0	76'349
Restructuration de catégorie d'immobilisations	0	0	0	0	0
Amortissements programmés	284	6'178	15	0	6'476
Dépréciations de valeur	0	950	0	0	950
Imputations	0	0	0	0	0
Sorties	- 134	- 9'834	0	0	- 9'968
Transferts	0	0	0	0	0
Différences de cours	0	1	8	0	9
Situation au 31.12. 2024	6'347	65'955	1'514	0	73'816
Valeur comptable nette au 01.01. 2023	850	14'399	16	5'773	21'038
Valeur comptable nette au 31.12. 2023	451	14'093	69	6'326	20'938
Valeur comptable nette au 31.12. 2024	997	16'877	55	2'788	20'717

13 Engagements résultant de livraisons et de prestations

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Engagements envers des tiers	99'204	84'643
Engagements envers des sociétés liées	14	53
Total	99'219	84'696

14 Autres engagements à court terme

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Engagements envers des caisses de pension	4'700	4'517
Engagements envers des assurances sociales	8'178	6'182
Engagements envers des tiers	4'301	5'763
Engagements envers des participants	2'190	2'442
Engagements envers le personnel	10	2
Engagements envers des autorités étatiques	5'190	4'314
Total	24'568	23'219

15 Comptes de régularisation passifs

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Envers des tiers	56'541	61'885
Abonnements	61'222	61'851
Envers le personnel	16'111	16'602
Envers des autorités étatiques	421	114
Envers des sociétés liées	0	463
Total	134'295	140'914

16 Engagements financiers

Opération de financement sans incidence sur les liquidités

en milliers de francs

	2024	2023
Compensation du prêt servant au financement de matériel roulant avec les indemnités des pouvoirs publics	-1'831	-2'756
Prêts tirés mais pas encore remboursés	547	18'680
Leasing financier	18'402	-156
Différences de cours sur les engagements financiers	505	-2'043
Total	17'624	13'725

Structure des échéances et conditions des engagements financiers

en milliers de francs/euros

Exercice sous revue	Durée résiduelle de moins d'un an	Durée résiduelle d'un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total au 31.12.2024	Dont garantis par des droits de gage immobilier	Taux d'intérêt
Crédits bancaires en CHF	84'700	125'800	224'800	435'300	21'000	0,7 – 2,5 %
Crédits bancaires en EUR	1'317	6'583	3'950	11'849	–	1,6 – 2,1 %
Prêts de tiers en CHF	20'126	80'070	243'813	344'009	–	0,0 – 2,0 %
Prêts d'actionnaires en CHF	1'747	0	3'386'454	3'388'201	–	0,0 %
Prêts en CHF	0	100'000	300'000	400'000	–	0,4 – 2,0 %
Leasing en EUR	2'507	14'820	21'531	38'858	–	1,2 – 1,4 %
Total	110'397	327'272	4'180'548	4'618'218	21'000	

Exercice précédent	Durée résiduelle de moins d'un an	Durée résiduelle d'un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total au 31.12.2023	Dont garantis par des droits de gage immobilier	Taux d'intérêt
Crédits bancaires en CHF	132'200	95'800	244'500	472'500	18'000	0,6 – 2,5 %
Crédits bancaires en EUR	1'302	5'210	6'512	13'024	–	1,6 – 2,1 %
Prêts de tiers en CHF	10'126	65'000	149'009	224'135	–	0,0 – 2,0 %
Prêts d'actionnaires en CHF	3'283	0	3'331'305	3'334'588	–	0 %
Prêts en CHF	0	100'000	300'000	400'000	–	0,4 – 2,0 %
Leasing en EUR	1'660	7'590	13'392	22'641	–	1,2 – 1,4 %
Total	148'572	273'600	4'044'718	4'466'889	18'000	

17 Provisions

en milliers de francs

	Provisions des institutions de prévoyance	Provisions dans le domaine du personnel ¹	Provision de restructuration ²	Impôts latents	Autres provisions ³	Total
Situation au 01.01.2023	0	13'164	885	621	16'992	31'662
Formation	0	1'456	0	341	4'232	6'029
Utilisation	0	-1'483	-221	-102	-2'541	-4'348
Dissolution	0	-57	-664	0	-1'134	-1'855
Différences de cours	0	-8	0	0	-71	-78
Situation au 31.12.2023	0	13'072	0	859	17'478	31'409
Formation	174	1'568	0	14	3'753	5'510
Utilisation	0	-489	0	0	-3'172	-3'662
Dissolution	0	-55	0	0	-2'586	-2'640
Différences de cours	-2	3	0	0	24	25
Situation au 31.12.2024	172	14'099	0	873	15'498	30'642
Dont à court terme	0	645	0	0	8'252	8'896
Dont à long terme	172	13'455	0	873	7'246	21'746

¹ Principalement provisions pour primes de fidélité contractuelles futures au taux d'escompte de 2,89% (exercice précédent : 3,33%) ainsi que pour les congés sabbatiques.

² Le solde restant à la fin du programme Best Way a été utilisé ou dissous en 2023.

³ Contient en grande partie des provisions pour sinistres avec une probabilité de survenance supérieure à 50% ainsi que des provisions pour l'assainissement de sites contaminés et le désamiantage.

18 Prévoyance du personnel

Réserve de cotisations d'employeur

en milliers de francs

	Valeur nominale au 31.12.24	Renonciation d'utilisation au 31.12.24	Bilan 31.12.24	Différence valeur nominale/ valeur au bilan 2024 31.12.24	Formation 2024	Bilan 31.12.23	Résultat de la RCE dans les charges de personnel 2024	Résultat de la RCE dans les charges de personnel 2023
Institutions de prévoyance								
Institution de prévoyance de BLS SA auprès de Symova	1'726	0	1'709	17	0	1'932	-223	-336
Institution de prévoyance de BLS Cargo SA auprès de Symova	1'310	0	1'305	4	0	1'202	104	60
Institution de prévoyance de Busland AG auprès de Symova	47	0	37	10	0	29	9	4
Institution de prévoyance de BLS Navigation SA auprès de Symova	1'050	0	1'047	3	1'000	-	47	-
Total	4'133	0	4'098	34	1'000	3'162	-64	-272

Avantage économique / obligation économique et charges de prévoyance

en milliers de francs

	Excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ¹ 31.12.24	Part économique de l'entreprise		Variation avec effet sur les résultats durant l'exercice	Cotisations ajustées sur la période	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.24	31.12.23			2024	2023
Plans de prévoyance							
Plans de prévoyance avec excédent de couverture	59'395	0	0	-	38'296	38'296	36'899
Plans de prévoyance avec sous-couverture	-172	-172	-141	31	466	497	474
Institutions de prévoyance sans actifs propres		-	0	-	170	170	146
Total	59'223	-172	-141	31	38'932	38'963	37'519

Les données de l'excédent et du défaut de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 reposent sur les résultats provisoires du 31 décembre 2024.

Le taux de couverture consolidé des caisses de prévoyance de BLS s'élève au 31.12.2024 à 119,0% (exercice précédent : 115,6%).

¹ Jusqu'à un taux de couverture de 115,20% et 113,10%, des réserves de fluctuation de valeur sont constituées. Un excédent de couverture selon Swiss GAAP RPC 26 ne se produit qu'après le dépassement de cette valeur cible.

19 Résultat par action

	2024	2023
Nombre moyen d'actions en circulation pondéré dans le temps	73'082'196	73'090'137
Résultat du groupe (hors participations minoritaires) en milliers de francs	23'600	20'204
Résultat par action en francs	0,32	0,28

Il n'existe pas d'effets potentiellement dilutifs (p.ex. exercice futur d'options, conversion d'emprunts convertibles).
Pour cette raison, le résultat non dilué par action est identique au résultat dilué par action.

6.7 Informations complémentaires relatives aux comptes annuels consolidés

Instruments financiers dérivés

en milliers de francs/euros

Au cours de l'exercice sous revue, des opérations à terme sur devises en lien avec les chiffres d'affaires prévisionnels ont été conclues à des fins de couverture. La valeur de remplacement n'est pas reprise au bilan.

Instrument	Motiv	Volume de contrats	31.12.24		Valeurs passif	31.12.23		Valeurs passif
			Valeurs actif			Valeurs actif		
Devises	Couvertures	EUR 30'200	CHF 1'328	CHF 30		EUR 28'300	CHF 2'956	CHF 1

Cautionnements, obligations de garantie et constitutions de gages en faveur de tiers

Responsabilité solidaire sociétés simples

Le groupe BLS détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples.

Il s'agit essentiellement de communautés tarifaires ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Ouvrage NLFA axe Lötschberg ; travaux résiduels	2'520	2'520

Actifs mis en gage

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Immobilisations corporelles soumises au droit de gage sur les entreprises de chemins de fer	12'086	12'086

Engagements sous-jacents

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Obligations selon le registre des gages sur les entreprises de chemins de fer		
Emprunts afférents à l'électrification	3'086	3'086
Prêt selon anciennement art. 56 LCdF (BN, GBS, SEZ) 1962	9'000	9'000

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Liquidités affectées à des fins déterminées	338	315
Titres affectés à des fins déterminées	1'011	994
Total	1'349	1'309

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Contrats de location d'immeubles	21'209	24'534
Contrats de location de locomotives et de voitures	57'256	35'574
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables	0	924

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	71'031	216'727

Contrat d'actionnaire avec le canton de Berne et la Confédération concernant BLS Netz AG

Dans le cadre du détachement de l'infrastructure de BLS dans la société BLS Netz AG, il a été accordé à la Confédération des droits de porter sa participation à au moins deux tiers du capital-actions de BLS Netz AG en cas d'événements prédéterminés.

Liste des participations de la BLS SA

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans l'annexe aux comptes annuels de BLS SA.

Honoraires de l'organe de révision

en milliers de francs

	2024	2023
Honoraires pour la fourniture de prestations d'audit	412	376
Honoraires pour la fourniture d'autres prestations	0	0

Principales transactions avec des personnes proches de l'entreprise

en milliers de francs

	2024	2023
Confédération		
Indemnités	335'456	360'340
Augmentations de prêts remboursables sous certaines conditions	56'896	28'193
Compensation de prêts par des indemnités	1'648	2'457
Accord OFT	2'160	954
Contributions aux frais d'investissement pour l'aménagement de l'infrastructure	135	135
Livraisons et prestations de l'OFT	1'576	1'461
Livraisons et prestations pour l'OFT	0	9
Autres cotisations	0	1'734
Canton de Berne		
Indemnités	63'217	65'087
Remboursement de prêts	1'425	2'216
Accord avec le canton de Berne	1'133	319
Livraisons et prestations du canton de Berne	202	87
Livraisons et prestations pour le canton de Berne	1'779	5'271
Autres cotisations	0	2'168
RAIpin SA		
Livraisons et prestations de RAIpin SA	5	12
Livraisons et prestations pour RAIpin SA	31'995	39'435
KPZ Fahrbahn AG		
Livraisons et prestations de KPZ Fahrbahn AG	239	187
Livraisons et prestations pour KPZ Fahrbahn AG	42	46

Événements postérieurs à la date du bilan

Les comptes du groupe ont été approuvés le 10 avril 2025 par le conseil d'administration à l'attention de l'assemblée générale. Entre la date du bilan et cette date, aucun événement remettant significativement en question la validité des comptes annuels 2024 n'est survenu.

7 Comptes annuels 2024 de BLS SA

7.1 Compte de résultats

en milliers de francs

Explications	2024	2023
Produits des transports	269'354	252'037
Prestations des pouvoirs publics ^①	160'211	176'423
Produit des prestations de personnel pour des sociétés du groupe	104'023	99'713
Autres produits d'exploitation ^②	172'681	162'850
Prestations propres portées à l'actif	61'474	50'840
Variations de stocks de produits finis, de produits non finis et de prestations non facturées	411	715
Total des produits d'exploitation	768'154	742'578
Charges de matériel et de prestations de services ^③	-195'140	-184'356
Charges de personnel ^④	-387'975	-372'892
Autres charges d'exploitation	-81'550	-69'740
Total des charges d'exploitation	-664'666	-626'988
Résultat d'exploitation avant résultat financier, impôts, amortissements et corrections de valeur (EBITDA)	103'488	115'590
Amortissements et corrections de valeur sur les postes de l'actif immobilisé	-78'392	-81'495
Résultat d'exploitation avant résultat financier et impôts (EBIT)	25'096	34'096
Charges financières	-14'316	-13'291
Produits financiers	2'880	1'707
Résultat avant impôts (EBT)	13'661	22'511
Impôts directs	0	0
Bénéfice annuel	13'661	22'511

7.2 Bilan

en milliers de francs

Actifs	Explications	31.12.24	31.12.23
Liquidités		67'206	65'739
Créances résultant de livraisons et de prestations	5	52'579	59'736
Autres créances à court terme	5	3'066	7'629
Stocks et prestations non facturées	5	62'077	62'015
Comptes de régularisation actifs		18'142	9'945
Total de l'actif circulant		203'070	205'063
Immobilisations financières	5	30'220	40'209
Participations	7	246'041	246'041
Immobilisations corporelles		1'233'318	1'120'386
Valeurs incorporelles		12'276	12'635
Total de l'actif immobilisé		1'521'854	1'419'271
Total de l'actif		1'724'924	1'624'334
Passif			
Engagements résultant de livraisons et de prestations	5	54'275	46'025
Engagements à court terme produisant des intérêts	5	70'000	110'000
Autres engagements à court terme	5	15'480	16'313
Comptes de régularisation passifs		80'436	82'695
Provisions à court terme		8'575	10'991
Total des capitaux de tiers à court terme		228'765	266'025
Engagements à long terme produisant des intérêts	5	961'000	841'000
Autres engagements à long terme	5	250'897	252'771
Comptes de fonds		10'205	6'763
Provisions à long terme		17'425	14'805
Total des capitaux de tiers à long terme		1'239'527	1'115'338
Total des capitaux de tiers		1'468'292	1'381'363
Capital-actions		79'442	79'442
Réserves légales issues du capital			
Réserves issues d'apport de capital		24'037	24'037
Réserve légale issue des bénéfices			
Réserve réglementaire issue de bénéfices au sens strict		95'159	95'159
Réserve selon l'art. 36 LTV		6'467	-6'164
Réserves facultatives issues du bénéfice		39'211	29'331
Bénéfice annuel		13'661	22'511
Actions propres	8	-1'346	-1'346
Total des capitaux propres		256'632	242'971
Total du passif		1'724'924	1'624'334

7.3 Annexe aux comptes annuels de BLS SA

Généralités

Les présents comptes annuels de BLS SA, Berne, ont été établis conformément aux prescriptions de la loi suisse, tout particulièrement celles des articles du Code des obligations consacrés à la comptabilité commerciale et à la présentation des comptes. De légères différences sont possibles en raison de l'arrondissement des valeurs dans les tableaux des comptes annuels.

Conformément à l'art. 961d CO, l'entreprise renonce aux mentions supplémentaires dans l'annexe aux comptes annuels (art. 961a CO), au tableau des flux de trésorerie (art. 961b CO) et au rapport annuel (art. 961c CO), car les comptes du groupe BLS sont établis selon une norme reconnue.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Changement au niveau de la présentation

La présentation des prestations des pouvoirs publics a été modifiée afin d'améliorer la pertinence des comptes annuels. Les indemnités sont désormais présentées parmi les prestations des pouvoirs publics. De même, les autres prestations des pouvoirs publics sont incluses dans les prestations des pouvoirs publics et non plus dans les produits/recettes autres.

Les indemnités en suspens sont désormais présentées comme des créances résultant de livraisons et prestations et non plus comme des prestations non facturées. Afin de faciliter la comparaison, la présentation de l'exercice précédent a également été modifiée. Les postes concernés par la nouvelle présentation sont énumérés ci-dessous :

Correction de valeur («impairment») d'actifs

Lorsqu'il existe des signes indiquant une dépréciation, la valeur intrinsèque des actifs à la date du bilan est examinée. Dès lors que la valeur comptable est supérieure à la valeur utile en tant que valeur actuelle des futures entrées et sorties de trésorerie attendues ainsi qu'à la valeur nette de marché, la valeur de l'actif est ajustée à la plus élevée de ces deux valeurs. La dépréciation affecte le compte de résultats.

Créances résultant de livraisons et de prestations

Les créances résultant de livraisons et de prestations sont comptabilisées à leur valeur nominale, après déduction des corrections de valeur nécessaires à l'exploitation. Les risques de solvabilité spécifiques font l'objet d'une correction de valeur au cas par cas. Les créances non recouvrables sont amorties comme pertes. Les versements d'indemnités en suspens sont également inscrits au bilan en tant que créances résultant de livraisons et prestations.

	Présentation après ajustement	Présentation après ajustement	Écart
	2023	2023	2023
Compte de résultats			
Prestations des pouvoirs publics	176'423	0	176'423
Indemnités	0	172'310	– 172'310
Autres produits d'exploitation	162'850	166'963	– 4'113
Bilan			
Créances résultant de livraisons et de prestations	59'736	48'426	11'310
Stocks et prestations non facturées	62'015	73'325	– 11'310

Stocks et prestations non facturées

Les stocks de marchandises et les prestations non facturées sont valorisés à leur coût d'acquisition ou de fabrication, ou à leur valeur nette d'aliénation, si ce dernier montant est inférieur. Les coûts de fabrication comprennent tous les coûts de production, y compris les participations à des frais de production en commun. Grâce à l'application de correctifs jugés adéquats selon les critères usuels, il est tenu compte de tous les risques apparents de pertes sur des travaux en cours. Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. La valorisation des stocks s'effectue selon la méthode du taux de rotation. Les escomptes sont traités comme des réductions du prix d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à la valeur d'acquisition ou du coût de revient et sont amorties de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée. Les charges d'intérêt sont portées à l'actif lors d'acquisitions importantes de valeurs patrimoniales si un délai considérable est nécessaire avant la mise en service de la valeur patrimoniale. L'inscription des intérêts à l'actif se fait sur la valeur d'immobilisation moyenne au taux moyen des capitaux de tiers. Les installations en cours de construction comportent également des acomptes sur immobilisations corporelles. Lors de l'acquisition de matériel roulant notamment, en raison de la production sur plusieurs années, plusieurs versements partiels sont traditionnellement effectués avant que les véhicules ne puissent être portés à l'actif et utilisés.

Périodes d'amortissement

	Années
Terrains non bâtis/terrains (pas d'amortissement ordinaire)	
Immeubles	20–80
Voie ferrée	5–80
Véhicules	5–40
Mobilier, appareils et outils	4–33

Les durées d'utilisation pour les activités donnant droit à des indemnités sont définies par la réglementation.

Valeurs incorporelles

Les valeurs incorporelles correspondent principalement à des logiciels et des licences. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication et sont amorties linéairement sur une durée de deux à huit ans. Les prestations propres visant au développement d'immobilisations incorporelles sont activées au coût de fabrication.

Engagements financiers (à court et à long terme)

Il s'agit, d'une part, de prêts sans intérêt octroyés par les pouvoirs publics selon l'art. 56 LCdF. D'autre part, ce poste comprend des engagements portant intérêt pour des financements d'investissements de la BLS SA. Les capitaux de tiers portant intérêt sont obtenus en partie sur le marché du crédit sous la forme de crédits bancaires et d'hypothèques classiques et en partie sur le marché des capitaux, sous la forme de placements privés et d'emprunts. La part des engagements financiers à rembourser ou à compenser avec les indemnités dans un délai d'un an est présentée comme un engagement à court terme. Ce poste est évalué à sa valeur nominale.

Actions propres

Les actions propres sont portées au bilan à leur coût d'acquisition en déduction du capital propre à la date de leur acquisition. En cas de revente ultérieure, le gain ou la perte est comptabilisé(e) en tant que produit financier ou charge financière avec effet sur les résultats.

Sources de recettes

Les principales sources de recettes de la BLS SA sont les produits du trafic voyageurs, les ventes de billets du transport autos et les prestations des pouvoirs publics.

Les produits du trafic voyageurs comprennent la part de BLS dans les recettes de la vente de billets individuels et d'abonnements, tels que les abonnements généraux, demi-tarif et communautaires. La part de BLS est calculée sur la base des comptes et relevés effectués par l'Union des transports publics. La structure des titres de transport recensés, le nombre de voyageurs comptés et les tronçons parcourus sont extrapolés aux recettes de chaque entreprise de transport.

Les recettes du transport autos sont comptabilisées sur la base des transports effectués durant la période considérée.

Les prestations des pouvoirs publics regroupent le trafic régional voyageurs ainsi qu'en partie, le transport autos (sur la base de la loi sur le transport de voyageurs [LTV]) à concurrence des coûts non couverts.

Engagements et créances conditionnels

Les engagements conditionnels rassemblent des cautionnements, des obligations de garantie, des constitutions de gages ainsi que d'autres engagements de nature conditionnelle. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale. Les créances conditionnelles sont comptabilisées si l'apport de l'avantage économique est probable.

Produits des commissions

Le montant net des commissions est indiqué dans les autres produits d'exploitation. Cette présentation est effectuée par analogie aux comptes consolidés du groupe dans lesquels les valeurs nettes doivent être indiquées en raison des directives de présentation des comptes Swiss GAAP RPC.

Explications relatives aux rubriques du compte de résultats en annexe**1 Prestations des pouvoirs publics**

en milliers de francs

	2024	2023
Indemnités versées	160'211	162'958
Provision taux GE	0	9'352
Indemnités convenues	160'211	172'310
Autres prestations des pouvoirs publics	0	4'113
Total	160'211	176'423

2 Autres produits d'exploitation

en milliers de francs

	2024	2023
Produits accessoires	17'018	20'581
Services pour les sociétés du groupe et des tiers	131'759	119'055
Produit de la location de matériel roulant	20'590	19'414
Produits d'autres loyers et baux	3'216	3'749
Bénéfice résultant de l'aliénation d'actifs immobilisés	98	52
Total	172'681	162'850

3 Charges de matériel et de prestations de services

en milliers de francs

	2024	2023
Charges de matériel	-75'156	-67'179
Utilisation de l'infrastructure	-76'927	-76'978
Charges de prestations de services	-30'322	-30'328
Charges de la location de matériel roulant	-12'735	-9'871
Total	-195'140	-184'356

4 Charges de personnel

en milliers de francs

	2024	2023
Salaires et traitements	-290'882	-278'615
Primes de performance et à caractère social	-16'906	-15'279
Assurances sociales	-55'901	-55'342
Autres charges de personnel	-24'286	-23'656
Total	-387'975	-372'892

Explications relatives aux postes du bilan en annexe

5 Répartition des créances et des engagements selon la contrepartie

en milliers de francs

Poste du bilan/ contrepartie	Envers des tiers		Envers des intéressés et des organes		Envers des participations		Total	
Exercice	31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23
Créances résultant de livraisons et de prestations	20'457	29'816	0	0	32'122	29'920	52'579	59'736
Autres créances à court terme	3'066	7'629	0	0	0	0	3'066	7'629
Prestations non facturées	287	420	0	0	42	161	329	581
Immobilisations financières	15'220	15'209	0	0	15'000	25'000	30'220	40'209
Engagements résultant de livraisons et de prestations	47'690	38'491	0	0	6'585	7'534	54'275	46'025
Engagements à court terme produisant des intérêts	70'000	110'000	0	0	0	0	70'000	110'000
Autres engagements à court terme	13'732	13'030	1'747	3'283	0	0	15'480	16'313
Engagements à long terme produisant des intérêts	925'000	805'000	0	0	36'000	36'000	961'000	841'000
Autres engagements à long terme	70	196	250'828	252'575	0	0	250'897	252'771

6 Indications détaillées sur les obligations d'emprunt

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de CHF
Numéro de valeur	44659568/ISIN CH0446595685
Taux d'intérêt	0,40% par an
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	12 décembre 2018 au 12 décembre 2028
Remboursement	12 décembre 2028 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.
Le cours d'émission de 100,098% a entraîné une prime d'émission de 0,1 million de francs qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de CHF
Numéro de valeur	44659569/ISIN CH0446595693
Taux d'intérêt	0,95% par an
Garantie	Cautionnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	12 décembre 2018 au 12 décembre 2039
Remboursement	12 décembre 2039 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,5 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 12 décembre 2018. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.
Le cours d'émission de 100,408% a entraîné une prime d'émission de 0,4 million de francs qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	119621698/ISIN CH1196216985
Taux d'intérêt	2,00% par an
Garantie	Cautonnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	26 juillet 2022 au 26 juillet 2034
Remboursement	26 juillet 2034 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,3 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 26 juillet 2022. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.
Le cours d'émission de 100,530% a entraîné une prime d'émission de 0,5 million de francs, qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

Type d'emprunt	Emprunt avec possibilité d'augmentation
Valeur nominale	100 millions de francs
Numéro de valeur	119932234/ISIN CH1199322343
Taux d'intérêt	2,00% par an
Garantie	Cautonnement solidaire de la Confédération suisse
Durée	26 juillet 2022 au 26 juillet 2047
Remboursement	26 juillet 2047 à la valeur nominale

Les frais d'émission de 0,3 million de francs liés à l'emprunt ont été comptabilisés sous les comptes de régularisation actifs au 26 juillet 2022. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.
Le cours d'émission de 100,440% a entraîné une prime d'émission de 0,4 million de francs, qui a été comptabilisée sous les comptes de régularisation passifs. La régularisation correspondante est dissoute sur la durée de l'emprunt.

7 Participations

Participations directes	Siège	Capital social en milliers		Parts de capital et de droit de vote en %	
		31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23
BLS Cargo SA/société de transport	Berne	CHF 60'000	CHF 60'000	52,0	52,0
Busland AG/société de transport	Berthoud	CHF 1'418	CHF 1'418	90,4	90,4
BLS Netz AG//société d'infrastructure	Berne	CHF 387'970	CHF 387'970	33,4	33,4
BLS Immobiliers SA/société immobilière	Berne	CHF 8'000	CHF 8'000	100,0	100,0
BLS trafic longues distances SA/société de transport	Berne	CHF 20'000	CHF 20'000	100,0	100,0
BLS Navigation SA/société de transport	Thoune	CHF 1'000	CHF 1'000	100,0	100,0
RAlpin SA/société de transport	Olten	CHF 4'530	CHF 4'530	33,1	33,1
KPZ Fahrbahn AG/centre de compétences	Berne	n/a	CHF 100	0,0	50,0
Participations indirectes	Siège	Capital social en milliers		Parts de capital et de droit de vote en %	
BLS Cargo Italia S.r.l./société de transport	Beura Cardezza (IT)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
BLS Cargo Deutschland GmbH/société de transport	Weil am Rhein (DE)	EUR 50	EUR 50	52,0	52,0
Crossrail Benelux NV/société de transport	Anvers (BE)	EUR 3'500	EUR 3'500	52,0	52,0
JETBOAT Interlaken AG/entreprise touristique	Interlaken	CHF 100	CHF 100	33,4	33,4

La part dans la société KPZ Fahrbahn AG a été vendue au cours de l'exercice. La participation avait déjà été entièrement dépréciée lors de l'exercice précédent.

B Actions propres

	Unités	Prix ø en francs
Situation au 01.01.2023	2'988'557	
Achats	0	-
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2023	2'988'557	
Achats	0	-
Ventes	0	-
Situation au 31.12.2024	2'988'557	

Informations complémentaires

Actifs soumis à une restriction du droit de disposer

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Liquidités affectées à des fins déterminées	338	315
Titres affectés à des fins déterminées	1'011	994
Total	1'349	1'309

Engagements envers des institutions de prévoyance

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Soldes de décompte	4'710	4'517
Total	4'710	4'517

Postes à temps plein

Le nombre de postes à plein temps en moyenne annuelle était supérieur à 250 au cours de l'exercice sous revue et de l'exercice précédent.

Responsabilité solidaire sociétés simples

La BLS SA détient des participations avec responsabilité solidaire dans différentes sociétés simples. Il s'agit essentiellement de petites communautés tarifaires/ainsi que de coopérations et de communautés de travail servant à la réalisation de projets limités dans le temps.

Responsabilité solidaire des membres du groupe en raison l'imposition de groupe à la TVA

La BLS SA est rattachée à l'imposition de groupe du groupe BLS en matière de taxe sur la valeur ajoutée. Les membres du groupe forment conjointement un assujetti à l'égard de l'administration fiscale. Selon l'ordonnance sur la taxe sur la valeur ajoutée, toutes les sociétés concernées par l'imposition de groupe sont solidairement responsables avec l'assujetti (représentant du groupe) de tous les impôts dus par le groupe.

Engagements conditionnels

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Éventuels coûts subséquents de matériel roulant obsolète avec installations contenant de l'amiante	0	p.m.

Contrats de location à long terme

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Contrats de location d'immeubles	11'288	13'981
Leasing opérationnel pour des ordinateurs portables	0	924

Obligations d'achat

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Montant résiduel de l'obligation d'achat de matériel roulant	13'723	148'015

Montant couvert par les assurances de choses et responsabilité civile (art. 66.1 OITRV)

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Montant couvert par l'assurance de choses par sinistre	300'000	300'000
Montant couvert par l'assurance responsabilité civile par an	450'000	450'000

Dissolution nette de réserves latentes

en milliers de francs

	2024	2023
Total dissolution nette de réserves latentes	0	13'368

Principaux actionnaires

Valeur nominale en francs

Participation au capital	31.12.24	en %	31.12.23	en %
Canton de Berne	44'290'504	55,75	44'290'504	55,75
Confédération suisse (Confédération)	17'240'608	21,70	17'240'608	21,70
Actions sans droit de vote (propres, banques, non échangées)	8'889'277	11,19	7'140'467	8,99
Personnes physiques et morales	3'174'652	4,00	4'986'606	6,28
Autres cantons, communes	5'847'295	7,36	5'784'151	7,25
Total	79'442'336	100.00	79'442'336	100.00

Les actions nominatives de la BLS SA, d'une valeur de nominale de 1 franc chacune, sont négociables sur la plate-forme OTC-X de la BCBE (valeur 2588916).

Honoraires de l'organe de révision

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Honoraires pour la fourniture de prestations d'audit	211	175
Honoraires pour la fourniture d'autres prestations	0	0

Transparence concernant les rémunérations et les participations des membres du conseil d'administration et de la direction

Rémunérations du conseil d'administration

en francs

	2024					2023				
	Rémunérations	Prestations sociales ²	Frais forfaitaires ³	Abonnement général ⁴	Total	Rémunérations	Prestations sociales ²	Frais forfaitaires ³	Abonnement général ⁴	Total
Kurt Bobst, président (à compter du 16.05.2023) ¹	60'825	–	5'000	6'520	72'345	52'200	–	4'249	6'300	62'749
Ueli Dietiker, président (jusqu'au 16.05.2023)	–	–	–	–	–	24'975	1'124	1'878	0	27'977
Yvette Koerber, vice-présidente (à compter du 14.05.2024)	30'550	2'922	3'640	6'520	43'632	26'100	2'554	3'000	6'300	37'954
Viviana Buchmann-Tosi, vice-présidente (jusqu'au 14.05.2024)	17'325	826	1'484	3'260	22'895	37'350	1'722	4'000	4'840	47'912
Renate Amstutz Bettschart, membre (jusqu'au 14.05.2024) ¹	15'000	–	1'113	6'520	22'633	32'400	–	3'000	6'300	41'700
Lorenz Bösch, membre	31'075	2'449	3'000	0	36'524	30'150	2'376	3'000	0	35'526
Martin Bütikofer, membre	32'750	3'095	3'000	6'520	45'365	26'100	2'554	3'000	6'300	37'954
Bernhard Antener, membre	29'875	1'329	3'000	6'520	40'724	35'100	3'263	3'000	6'300	47'663
Stefanie Zimmermann, membre	26'100	2'571	3'000	6'520	38'191	27'900	2'695	3'000	6'300	39'895
Marco Dirren (à compter du 16.05.2023)	32'650	3'087	3'000	6'520	45'257	18'900	1'986	1'873	6'300	29'059
Martin Pfund (à compter du 14.05.2024)	16'300	1'799	1'896	6'520	26'514	–	–	–	–	–
Valérie Schelker (à compter du 14.05.2024)	17'250	1'360	1'896	0	20'505	–	–	–	–	–
Total	309'700	19'438	30'027	55'420	414'586	311'175	18'274	30'000	48'940	408'389

¹ Le paiement a été versé à l'employeur.

² Part de BLS pour l'ensemble des cotisations aux assurances sociales, y compris les allocations pour charge d'assistance de la part surobligatoire de BLS.

³ Acceptés par l'administration fiscale du canton de Berne.

⁴ L'abonnement général étant utilisé à titre privé et professionnel, la valeur renseignée correspond à la compensation fiscale figurant sur le bulletin de paie.

Les membres du conseil d'administration répertoriés sont également membres du conseil d'administration de BLS Netz AG. La part d'indemnités de BLS Netz AG est comprise dans les montants indiqués. Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations du conseil d'administration

	31.12.24	31.12.23
Martin Bütikofer, membre	320 actions	320 actions
Total	320 actions	320 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Rémunérations de la direction

en francs

	2024		2023	
	Daniel Schafer, CEO	Total 10 personnes (7,7 postes à plein temps à l'année)	Daniel Schafer, CEO	Total 8 personnes (7,95 postes à plein temps à l'année)
Salaire de base ¹	470'301	2'668'123	454'509	2'769'536
Rémunération variable ²	18'685	124'353	-21'947	-42'444
Prestations sociales ³	183'351	991'928	183'608	1'033'831
Frais forfaitaires ⁴	15'600	92'735	15'600	128'790
Abonnement général ⁵	1'956	15'648	1'890	15'120
Total	689'892	3'892'787	633'660	3'904'833

¹ Les rémunérations que les membres de la direction ayant quitté l'entreprise ont continué à toucher sont provisionnés sur la période et comptabilisés dans la période pour laquelle ils sont inscrits comme charges.

² Les composantes salariales variables correspondent aux composantes salariales variables comptabilisées comme des charges durant l'exercice sous revue. Suite à une modification du dispositif de salaires variables, les rémunérations versées en 2023 sont inférieures à celles estimées et régularisées en 2022. Il en résulte donc un montant négatif pour 2023.

³ Part de BLS pour l'ensemble des cotisations aux assurances sociales, y compris les allocations pour charge d'assistance de la part surobligatoire de BLS.

⁴ Acceptés par l'administration fiscale du canton de Berne.

⁵ L'abonnement général étant utilisé à titre privé et professionnel, la valeur renseignée correspond à la compensation fiscale figurant sur le bulletin de paie.

Aucun prêt ni crédit n'a été accordé, et aucun n'est en cours.

Participations de la direction

	31.12.24	31.12.23
Daniel Schafer, CEO	3'000 actions	3'000 actions
Astrid Schnidrig, CFO	3'000 actions	3'000 actions
Daniel Wyder, responsable de l'infrastructure	200 actions	200 actions
Horst Johnner, chef du personnel	3'000 actions	3'000 actions
Total	9'200 actions	9'200 actions

Il n'existe pas de droits de conversion ni d'option.

Vérification par l'OFT en matière de législation sur les subventions

En raison de l'adaptation du système de surveillance pour les subventions dans les transports publics, l'OFT renonce à l'approbation des comptes annuels, mais vérifie les comptes annuels approuvés par l'assemblée générale.

Événements postérieurs à la date du bilan

Après la date du bilan et jusqu'à l'adoption des comptes annuels par le conseil d'administration le 10 avril 2025, aucun événement important susceptible de remettre en question la validité des comptes annuels 2024 et nécessitant d'être révélé n'est survenu.

Proposition du conseil d'administration concernant l'affectation du résultat du bilan

en milliers de francs

	31.12.24	31.12.23
Bénéfice annuel	13'661	22'511
Report de l'exercice antérieur	0	0
Résultat du bilan	13'661	22'511
Constitution de réserves spéciales conformément à l'art. 36 LTV ¹	-6'581	-10'720
Constitution de réserves spéciales TVMA ² conformément à l'art. 36 LTV ¹	-38	-159
Résultat du bilan à disposition de l'assemblée générale	7'043	11'632
Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter le résultat du bilan de la façon suivante :		
Affectation aux réserves spéciales conformément à l'art. 36 LTV ¹	-2'193	-1'673
Affectation aux réserves spéciales TVMA ² conformément à l'art. 36 LTV ¹	-38	-79
Affectation des réserves facultatives issues de bénéfices	-4'812	-9'880
Report à nouveau	0	0

¹ Il est impératif d'affecter aux réserves spéciales au moins la moitié du bénéfice des secteurs de transport donnant droit à des indemnités.² Transport de véhicules à moteur accompagnés (transport autos).